

Centrafrique : le bout du tunnel ?

MBA ASSOUME

Libreville/Gabon

L'ANNÉE va-t-elle finir sur une bien meilleure note qu'elle n'a commencé ? L'élection présidentielle, couplée aux législatives, va-t-elle faire oublier l'horreur que vit le pays depuis plusieurs mois et que décrivent les Nations unies dès janvier ?

Nous sommes, en effet, le 8 lorsqu'une enquête de la Commission de l'instance onusienne conclut qu'ex-rébellion de la Séléka et anti-Balaka ont commis des crimes contre l'humanité, y compris un "nettoyage ethnique", mais que l'intervention internationale a évité un génocide. La commission, créée en jan-

vier 2014, estime que le conflit a fait "des milliers de morts", sans doute plus de 6 000, et fixe comme priorité de "mettre fin à l'impunité".

Outre la crise sécuritaire et politique, le pays fait face à une crise humanitaire, des centaines de milliers de Centrafricains ayant été déplacés par les combats. Des violences qui, en dehors de quelques actes isolés, paraissent connaître une pause, avant une nouvelle flambée au cours du dernier trimestre. Ainsi, à partir du 26 septembre, suite à l'assassinat d'un conducteur de moto-taxi au PK-5, quartier majoritairement musulman qui fut l'épicentre des massacres inter-communautaires, des affrontements quasi-quotidiens entre jeunes musulmans proches de l'ex-rébellion Séléka et



Photo : AFP

Les Centrafricains, nombreux à voter le 30 décembre pour élire leur président et leurs députés, espèrent sortir d'une crise qui dure depuis deux ans et demi.

milices chrétiennes et animistes anti-balaka font plus de 100 morts à Bangui.

C'est dans ce contexte que le pape François effectue, les 29 et 30 novembre, une visite – placée sous haute sé-

curité – dans le pays dans le cadre d'une tournée africaine – il aura séjourné auparavant au Kenya et ira en Ouganda après Bangui. Il se rend notamment à la grande mosquée du PK5. Un signe,

d'une certaine manière. De fait, un processus électoral est enclenché deux semaines plus tard. Le 13 décembre, un projet de nouvelle Constitution est soumis à référendum. Il est, malgré un vote émaillé d'incidents violents orchestrés par les opposants au processus électoral tant à Bangui qu'à l'intérieur du pays, notamment dans le Nord-Est, adopté à 93%.

De quoi ouvrir la voie aux élections présidentielle et législatives. Initialement prévues le 27 décembre, ces consultations sont reportées au 30. Avec l'espoir de faire entrevoir le bout du tunnel à une Centrafrique plongée depuis mars 2013 et le renversement du président François Bozizé, dans la pire crise de son histoire.

Burundi : le péril guette

M. A.

Libreville/Gabon

EN se portant candidat, le 26 avril, pour un troisième mandat à la tête du Burundi – en violation, aux yeux de l'opposition, de la société civile et d'une partie de son propre camp, de la Constitution et de l'Accord d'Arusha, qui avait mis fin à la guerre civile de 1993-2006 – Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2006, a précipité son pays dans une crise que sa réélection mi-juillet, à l'issue d'un scrutin controversé, n'a fait qu'accentuer.

Entre-temps, une tentative de coup d'Etat les 13 et 14 mai est mise en échec. Elle est le point de départ de six semaines de répression brutale (les morts se comptent par centaines) de manifestations quasi-quotidiennes, mais aussi de l'exil de dizaines de milliers de Burundais (110 000 dans le seul camp de Nyarugusu, en Tanzanie voisine).

Nouveau point d'orgue de ces violences, les tueries du 11 décembre (près de 90 morts) et des jours suivants autour de Bujumbura. Elles sont consécutives aux attaques coordonnées contre trois camps militaires. Mani-

La candidature du président Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat, puis sa réélection, fin juillet, ont plongé le Burundi dans une crise dont ses habitants ont tout à redouter.

festations (au Kenya voisin, notamment) et condamnations se succèdent en même temps que grandit l'inquiétude. Le 18 décembre, l'ancien président Pierre Buyoya met en garde contre



Photo : AFP

"un risque de génocide". Afin de conjurer un tel péril, l'Union africaine (UA) annonce dans la foulée le déploiement d'une Mission africaine de prévention et de protection au Burundi (Ma-

probu), forte de 5 000 hommes et pour une durée de six mois renouvelables. Et même si Bujumbura en rejette immédiatement le principe, la pression se fait désormais forte sur les épaules du président Nkurunziza, accentuée par l'officialisation, le 23 décembre, d'une rébellion (les "Forces républicaines du Burundi", Forebu) avec pour objectif de le "chasser du pouvoir".

Reste qu'avec la reprise du dialogue, le 28 décembre, à Kampala, sous l'égide du président Yoweri Museveni, pouvoir et opposition pourraient éviter au Burundi un remake de 1993.

Burkina Faso : chronique d'une transition réussie

M. A.

Libreville/Gabon

L'INVESTITURE le 29 décembre – en présence de huit dirigeants du continent – de Marc Roch Christian Kaboré, élu un mois auparavant, le 29 novembre président de la République, clôt une transition que rien ne semble avoir pu remettre en cause. Pas même la tentative de coup d'Etat du 17 septembre orchestré par l'ex-Régiment de sécurité présidentielle (RSP), l'an-

cienne garde prétorienne du président Blaise Compaoré. Ce dernier, faut-il le rappeler, avait, après 27 ans de règne, été chassé du pouvoir le 31 octobre 2014 par la rue, vent debout contre sa volonté de faire modifier la Constitution par le Parlement afin de pouvoir briguer un nouveau mandat.

Au passage, l'ex-chef de l'Etat est aujourd'hui – après le général Gilbert Diendéré, chef du RSP, son ancien bras droit et auteur du putsch manqué – la cible de la justice militaire burkinabé,

dans le cadre de l'enquête ouverte fin mars sur la mort de l'ancien président Thomas Sankara, son frère

L'investiture, le 29 décembre, de Roch Marc Christian Kaboré comme président du Burkina Faso clôt une transition sans accroc majeur.

d'arme. Le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), l'ex-parti au pouvoir hors



Photo : AFP

course lors de la présidentielle (ce qui a nourri débats et tensions dans le pays, sans plus), Marc Roch Christian Kaboré est donc le grand bénéficiaire de cette

année de transition conduite par l'ancien diplomate Michel Kafando. Sa formation, le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP), a en effet remporté 55 des 127 sièges de l'Assemblée nationale, à l'issue des législatives qui étaient couplées à la présidentielle. Il pourra compter, dès la première semaine janvier, date de la mise en place de la nouvelle chambre, sur au moins quatre des 14 partis qui vont y siéger et qui disposent au total d'une dizaine de sièges, pour gouverner.

France

Paris doublement frappée au cœur

M. A.

Libreville/Gabon

LES signaux d'alerte étaient certes allumés. Mais Paris ne s'attendait pas à être frappée en ces endroits ni en cette période. Entre le 7 et le 9 janvier, une série d'attentats a pour cibles l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo (12 morts, dont cinq dessinateurs), un supermarché casher (quatre hommes juifs tués) et une policière municipale. Les trois assaillants (les frères Chérif et Saïd Kouachi et Amedy Coulibaly), abattus par les forces de l'ordre, s'étaient réclamés d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa) ou de l'Etat islamique (EI).

L'émotion est planétaire. Le 11 janvier est organisée une marche à Paris, avec pour principal slogan "Je suis Charlie". Elle rassemble près d'un million de personnes parmi lesquelles de nombreux chefs d'Etat. Presque à l'autre bout de l'année, le 13 novembre, se produit une tragédie d'une tout autre ampleur. 130 personnes sont tuées à Paris et plus de 350 blessées dans des attaques revendiquées par l'EI, avec pour la première fois dans ce pays des actions kamikazes. Les attentats sont perpétrés dans une salle de concerts, le Bataclan, à des terrasses de cafés et restaurants et près du Stade de France.

Là aussi, les condamnations sont unanimes. Le 16 novembre, devant



Photo : AFP

Onze mois après les attentats contre Charlie Hebdo et un magasin hyper casher, Paris est de nouveau endeuillée. 130 personnes périssent dans diverses attaques, les pires perpétrées dans le pays.

députés et sénateurs réunis en congrès à Versailles, le président François Hollande annonce une in-

tensification des frappes en Syrie. La veille, comme en représailles, les chasseurs français avaient bombardé massivement le fief de l'EI en Syrie, Raqa.

Le numéro un français fait part également d'un renforcement de la politique sécuritaire, avec en particulier un projet de révision de la Constitution comportant notamment une extension du régime de l'état d'urgence et une inscription de la déchéance de nationalité à l'encontre des binationaux coupables d'atteinte à la vie de la Nation.

Un projet qui, au-delà du traumatisme vécu, provoque, jusque dans les dernières heures de cette année 2015, un vif débat, principalement dans les rangs de la gauche.

Et aussi...

• **Tunisie. La démocratie ensanglantée**

Le 18 mars, un attentat contre le musée du Bardo à Tunis fait 22 morts dont 21 touristes étrangers. Le 26 juin, une autre attaque contre un hôtel à Sousse fait 38 morts dont 30 Britanniques et le 24 novembre, un bus de la sécurité présidentielle est attaqué à Tunis (12 morts). Ces attentats sont revendiqués par l'EI.

• **France-Allemagne. La tragédie de la Germanwings**

Le 24 mars, un Airbus A320 de la compagnie Germanwings, filiale du groupe Lufthansa, assurant la liaison Barcelone-Düsseldorf, s'écrase dans le sud de la France : 150 morts. Selon les enquêteurs, l'appareil a été délibérément précipité au sol par son copilote allemand, qui avait souffert dans le passé de graves troubles psychologiques.

• **Nigeria. Buhari, première !**

Au Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, la victoire de Muhammadu Buhari à la présidentielle du 28 mars constitue la première alternance démocratique dans le pays. Lors de son investiture, le 29 mai, il se fixe comme priorité d'écraser l'insurrection de Boko Haram, affilié à l'EI.

• **Kenya-Somalie. Carnage à l'université**

Le 2 avril, des islamistes somaliens shebab, liés à Al Qaïda, attaquent l'université de Garissa (est du Kenya) : 148 morts dont 142 étudiants. En Somalie, les shebab mènent des actions de guérilla et des attentats suicide jusque dans Mogadiscio.

• **UE. Le drame des migrants. Le 19 avril, 800 migrants, en majorité des Africains, périssent au large des côtes libyennes dans un naufrage, le plus meurtrier d'une série tragique en Méditerranée (plus de 3 500 morts ou portés disparus en 2015). Ils sont désormais plus de 1 million à être entrés sur le territoire de l'Union européenne (UE).**

• **Iran. Nucléaire : un accord historique**
Le 14 juillet, un accord historique entre le groupe 5+1 (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Chine, Russie et Allemagne) et l'Iran met fin à douze années de tensions autour du dossier nucléaire iranien. L'accord prévoit une réduction des capacités nucléaires de Téhéran en échange d'une levée des sanctions internationales.

• **Iran. Nucléaire : un accord historique**

Le 14 juillet, un accord historique entre le groupe 5+1 (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Chine, Russie et Allemagne) et l'Iran met fin à douze années de tensions autour du dossier nucléaire iranien. L'accord prévoit une réduction des capacités nucléaires de Téhéran en échange d'une levée des sanctions internationales.

• **Guinée-Côte d'Ivoire. Condé, Ouattara, rebelote !**

Le 17 octobre, le président guinéen sortant, Alpha Condé, est élu dès le 1er tour du scrutin du 11 avec 57,85% des voix. Même scénario en Côte d'Ivoire voisine où Alassane Ouattara l'emporte facilement (près de 84% des voix) à l'issue de l'élection du 25 octobre.

Rassemblées par M. A.